

République Française
Département SEINE ET MARNE
CC BRIE DES RIVIERES ET CHATEAUX

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du 28/03/2017

Nombre de membres		
Afférents	Présents	Qui ont pris part au vote
52	42	47

Vote
A l'unanimité
Pour : 47
Contre : 0
Abstention : 0

Acte rendu exécutoire après dépôt en
Le :
Et
Publication ou notification du :

L'an 2017, le 28 Mars à 18:30, le Conseil Communautaire de la CC BRIE DES RIVIERES ET CHATEAUX s'est réuni à la Communauté de commune Brie des Rivières et Châteaux, lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur POTEAU Christian, Président, en session ordinaire. Les convocations individuelles, l'ordre du jour et les notes explicatives de synthèse ont été transmises par écrit aux conseillers le 22/03/2017. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Communauté de Communes le 22/03/2017.

Présents : M. POTEAU Christian, Président, Mmes : ANESA Françoise, BADENCO Michèle, BOISGONTIER Béatrice, DESNOYERS Monique, GHOUL Semillia, GIRAULT Muriel, LAPORTE Maryline, LUCZAK Daisy, MADONNA Hélène, MOTHRE Béatrice, NINERAILLES Brigitte, PONSARDIN Catherine, TAMATA-VARIN Marième, VIEIRA Patricia, MM : AIMAR Daniel, ARTUS Claude, AVRON Stéphane, BARBERI Serge, BARRACHIN Jean, BELFIORE Elio, DA COSTA Christophe, DUCELIER André, GEHIN Claude, GIRAULT Jean-Pierre, GROSLEVIN Gilles, GUYONNAUD Jean-Paul, HUCHET Jean-Pierre, JEANNIN Hervé, LAGÜES-BAGET Yves, MARTINEZ Joël, MAZARD Alain, MOREL René, MOTTE Patrice, POIRIER Daniel, REGNIER YVES, REMOND Bruno, SAOUT Louis Marie, SAPIERRE René, SIMON Jean-Claude, THIÉRIOT Jean-Louis, VAUCOULEUR Serge
Suppléant(s) : MARTINEZ Joël (de Mme KUBIAK Françoise)

Excusé(s) ayant donné procuration : Mme PETIT Anne-Claire à Mme GHOUL Semillia, MM : CASEAUX Hubert à Mme LAPORTE Maryline, CHANUSSOT Jean-Marc à Mme GIRAULT Muriel, GONDAL François à M. GUYONNAUD Jean-Paul, GUILLEN Nicolas à M. SAOUT Louis Marie
Excusé(s) : Mmes : CHEVALLIER Marie-Pierre, KUBIAK Françoise, MM : DECRAENE Michel, PHILIPPE Jean-Luc

Absent(s) : Mme BESSON Justine, M. VERHEYDEN Matthieu

A été nommé(e) secrétaire : Mme LUCZAK Daisy

2017_49 – Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) : convention avec le SDESM

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Brie des Rivières et Châteaux,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 120-1, L. 221-1, L. 222-1-A à L. 222-1-D, L. 222-4, L. 229-26, R. 229-45 et R. 229-51 à R. 229-56;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-2, L. 2224-31, L. 4251-1 et L. 4433-7;

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, notamment son article 190 (loi TECV),

Vu le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial (PCAET),

Considérant que tous les EPCI à fiscalité propre regroupant au 1^{er} janvier 2017 plus de 20 000 habitants sont tenus de réaliser un PCAET, et peuvent déléguer sa réalisation au syndicat d'énergie de son territoire

Considérant l'offre d'accompagnement du SDESM (ci-annexée),

DECIDE

- d'autoriser le Président à signer cette convention d'accompagnement technique et financier avec le SDESM dans le but de réaliser le PCAET de la CCBRC.

Fait et délibéré les jours, mois et an susdits.
Au registre suivent les signatures

Pour copie conforme :
En Communauté de Communes, le 31/03/2017
Le Président
Christian POTEAU



CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE ET FINANCIER POUR LA REALISATION D'UN PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL (PCAET)

Entre les soussignés :

Le Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne (SDESM), dont le siège est situé 1 rue Claude Bernard – 77000 La Rochette,

Représenté par son Président, Monsieur Pierre YVROUD, agissant en vertu de la délibération prise par le comité syndical en date xxx.

Ci-après désigné par « le Syndicat » ou « le SDESM »,

Et :

La Communauté de Communes XXX, dont le siège est situé

Représentée par son Président, Monsieur XXX, agissant en vertu de la délibération prise par le conseil communautaire en date du ;

Ci-après désignée par « la communauté de communes » ou « l'EPCI »,

Les deux signataires sont conjointement désignés ci-après « les parties »,

APRES AVOIR EXPOSE CE QUI SUIIT :

La loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte (dite loi TECV) a créé les Plans Climats Air Energie Territoriaux (PCAET) en ajoutant la question de la qualité de l'air au précédent Plans Climat Energie Territoriaux (PCET).

La loi TECV précise que tous les EPCI à fiscalité propre regroupant au 1^{er} janvier 2017 plus de 20 000 habitants sont tenus de réaliser un PCAET. Deux échéances ayant été retenues :

- Le 31 décembre 2016 pour les EPCI de plus de 50 000 habitants au 1^{er} janvier 2015 et concerné par la précédente obligation de réalisation d'un PCET
- Le 31 décembre 2018 pour les autres EPCI de plus de 20 000 habitants

La loi TECV permet en outre à l'EPCI de déléguer la réalisation de son PCAET notamment au syndicat d'énergie de son territoire.

Le SDESM, conscient de cette nouvelle obligation et à la vue de ses compétences en matière d'énergie a décidé de formaliser une offre d'accompagnement des EPCI sur la réalisation des PCAET.

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'accompagnement de l'EPCI par le SDESM sur son obligation de réalisation d'un PCAET.

Il est à noter que la présente convention ne constitue pas une délégation de compétence ou de maîtrise d'ouvrage mais une simple offre d'accompagnement du SDESM.

ARTICLE 2 – PERIMETRE - CONTENU

La présente convention s'étend sur la réalisation du PCAET de l'EPCI ;

Un PCAET est un document de planification dont le contenu est détaillé dans le décret n°2016-849 du 28 juin 2016 ci-joint en annexe à la présente convention.

Un PCAET se décline en trois parties :

- Le diagnostic de territoire sur un certain nombre d'éléments sur l'environnement, la qualité de l'air, les émissions de gaz à effet de serre, le déploiement des énergies renouvelables et des réseaux de chaleur.
- Les objectifs définis par le maître d'ouvrage sur son territoire
- Le plan d'actions

Le SDESM accompagnera l'EPCI sur l'ensemble de l'élaboration du PCAET jusqu'au plan d'actions. Pour cela, le SDESM s'entourera d'un bureau d'études assistant à maître d'ouvrage pour la réalisation du PCAET et d'un cabinet de communication afin d'encadrer dans une prestation l'intégralité des actions de concertation, de communication et d'informations nécessaires à l'élaboration et la diffusion du PCAET.

ARTICLE 3 – ROLE ET ENGAGEMENT DU SDESM

Le SDESM a un rôle de coordination entre tous les acteurs et d'animation auprès de l'EPCI.

Le SDESM sélectionnera le bureau d'études et le cabinet de communication aux termes d'une consultation. Il sera également acteur du PCAET sur les trois parties que compose ce dernier ;

Le rôle et les actions du SDESM sont les suivantes :

- Sélectionner un bureau d'études AMO pour la réalisation du PCAET
- Sélectionner un cabinet de communication
- Coordonner l'action de l'AMO et du cabinet de communication
- Participer à la réalisation du diagnostic en mettant à disposition l'intégralité des données énergétiques ou autres nécessaires à la réalisation du PCAET en sa possession ou qu'il pourra obtenir
- Participer à la réalisation des objectifs et du plan d'actions du PCAET en fonction de ses propres compétences et actions qu'il mène sur toute la Seine-et-Marne

Le SDESM s'engage pour cela à nommer un interlocuteur unique auprès de l'EPCI.

ARTICLE 4 – ROLE ET ENGAGEMENT DE L'EPCI

L'EPCI reste maître d'ouvrage de son PCAET et conserve la responsabilité de son adoption.

Pour cela l'EPCI s'engage à :

- Nommer un élu référent sur le sujet
- Nommer un agent au sein de ses services référent sur la réalisation du PCAET
- Valider avec le SDESM les contrats d'AMO et du cabinet de communication
- Participer à toutes réunions ou présentations nécessaires au bon déroulement de la prestation
- Apporter tous les éléments en sa possession ou qu'il pourrait obtenir pour la réalisation du diagnostic
- Contrôler la bonne réalisation de son PCAET dans les délais réglementaires

De plus, au travers de cette convention, l'EPCI valide le programme de concertation et de communication proposé en annexe et s'engage à faciliter et participer à cet effort de concertation et de communication.

ARTICLE 5 – PARTICIPATION DE L'EPCI

Les coûts des prestations de l'AMO et du cabinet de communication seront pris en charge par l'EPCI.
Des devis sont présentés en annexe afin d'évaluer les coûts des prestations.
Une participation complémentaire aux frais de coordination du SDESM sera versée à raison de 10% des coûts des prestations de l'AMO et du cabinet de communication.

ARTICLE 6 – PARTICIPATION DU SDESM

Aucune participation n'est demandée au SDESM.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITES

L'EPCI conserve l'entière responsabilité de la bonne réalisation et de la bonne adoption de son PCAET.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature, par le Syndicat et l'EPCI.
Elle prendra fin lors de la validation du PCAET par les services de l'Etat après adoption de celui-ci par l'EPCI.

ARTICLE 9 – CONDITIONS DE RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'abandon de projet ou d'empêchement de commencer l'opération dans l'année en cours du fait de l'EPCI, la convention pourra être résiliée par celui-ci.

Le SDESM se réserve le droit de résilier ladite convention si les engagements de l'EPCI et les prescriptions cités à l'article 4 ne sont pas respectés.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant entre les parties.

ARTICLE 11 – CONTESTATIONS

En cas de litige, les parties s'engagent à épuiser toutes les possibilités de conciliation avant de saisir le juge compétent.
Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de MELUN.

Fait en deux exemplaires, le 21/03/2017 à La Rochette,

Pour le SDESM,

Monsieur le Président,
Pierre YVROUD,

Pour la Communauté de Communes XXX

Monsieur le Président,
XXX

